

De grandes attentes, des résultats limités



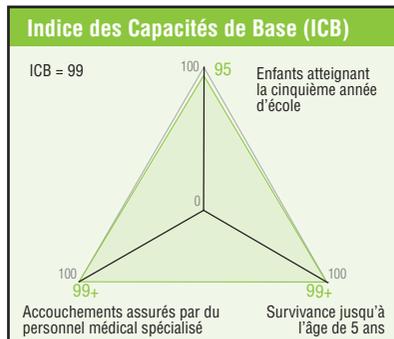
Le développement durable semble être largement accepté dans le pays. Cependant, il existe toujours des retards intentionnels et de la résistance en la matière. Le changement climatique n'est pas pris en compte adéquatement et les sources d'énergies renouvelables dépendent toujours des subventions gouvernementales et des consommateurs. Par ailleurs, ces subventions sont en passe d'être réduites, en particulier pour l'énergie solaire, alors que la durée de vie des centrales nucléaires est prolongée. De plus, la ligne budgétaire pour la compensation économique attribuée aux pays affectés par le changement climatique a été éliminée du projet de budget 2011. En attendant, le clivage entre riches et pauvres continue à se creuser et les politiques sociales ne sont pas appliquées correctement.

Social Watch Allemagne
Uwe Kerkow

Le concept de durabilité est de nos jours en Allemagne fermement ancré dans la politique, la science et la recherche. Par exemple, les tâches principales du Conseil allemand pour le développement durable¹ sont de contribuer à l'avancement de la stratégie de développement durable nationale², proposer des projets et domaines d'action et positionner le développement durable comme sujet central des préoccupations publiques. En outre, une stratégie de durabilité nationale, adoptée en 2002, contient de nombreuses références à la dimension sociale ainsi qu'aux implications de la durabilité, mais elle n'a pas été réactualisée depuis son adoption.

En 2009, le Conseil allemand pour le développement durable a effectué une évaluation arrivant à des conclusions quelques peu ambivalentes sur la mise en œuvre du concept de développement durable : « Dans le domaine des idées, le concept de développement durable a été largement accepté en termes généraux. Mais quand il s'agit de questions spécifiques et de niveaux sectoriels, il semble y avoir plus de réticence, de résistance et de méfiance³ ». Et il ajoute : « le plus grand désajustement potentiel entre les objectifs pour 2050 et l'état actuel réside dans le domaine du changement climatique⁴ ».

Une rubrique sur « la protection du climat, l'énergie et l'environnement » de l'accord de coalition entre l'Union chrétienne démocrate (CDU), l'Union chrétienne-sociale bavaroise (CSU) et le Parti libéral démocrate (FDP) indique que la politique est façonnée par le principe de durabilité. Cela inclut l'objectif de « limiter le réchauffement planétaire à un maximum de deux degrés Celsius » et « élargir en permanence le rôle des énergies renouvelables », tout en augmentant « l'aide aux pays en développement pour

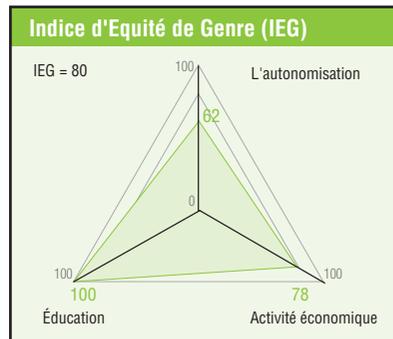


lutter contre le changement climatique et faire face à ses conséquences⁵ ».

La durabilité dans la pratique : le secteur énergétique

La situation de la politique de développement durable en Allemagne est bien illustrée dans le domaine de la politique énergétique. D'une part, l'industrie allemande a un rôle important dans le secteur énergétique, en particulier dans la conception et la construction de systèmes, d'autre part, les sources d'énergie renouvelable dépendent toujours des subventions gouvernementales et des consommateurs.

La décision du Parlement prise fin octobre 2010, de prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires a marqué une rupture radicale avec la politique énergétique précédente⁶. En 2002, le Parlement avait voté l'élimination progressive de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le long terme, la limitation de la durée de vie des centrales existantes à un maximum de 32 ans et la non construction de nouvelles usines. La décision de 2010 a prolongé la durée d'exploitation des usines de 12 ans en moyenne⁷ et elle a été mise en œuvre bien qu'aucune solution pour le stockage définitif des déchets nucléaires⁸ n'ait été envisagée et que la plupart des Allemands s'oppose



systématiquement aux centrales nucléaires depuis des décennies⁹.

Dans le même temps, les subventions destinées aux sources d'énergie renouvelables, en particulier à l'énergie solaire¹⁰, ont été diminuées en dépit des solides preuves qui démontrent que son utilisation réduit les coûts de production d'électricité¹¹. Le Comité consultatif allemand pour l'environnement a conclu qu'une offre d'électricité 100 % renouvelable sera viable en 2050¹². A la suite de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon début 2011, le Gouvernement a fermé sept réacteurs nucléaires et a annoncé son intention d'accélérer la sortie progressive du nucléaire¹³. Mais il reste à voir si cela permettra d'aboutir à un véritable changement de politique.

La durabilité dans la pratique : la dimension sociale

Une stratégie intégrale de développement durable doit également prendre en compte la dimension sociale. En 2010, la plus importante discussion sur

1 Voir : <www.nachhaltigkeitsrat.de>.

2 Gouvernement fédéral, *Perspectives for Germany: Our Strategy for Sustainable Development*, (2002), <www.nachhaltigkeitsrat.de/fileadmin/user_upload/English/pdf/Perspectives_for_Germany.pdf>.

3 Conseil allemand pour le développement durable, *Peer Review on Sustainable Development Policies in Germany*, (Berlin: 2009), p.15, <www.nachhaltigkeitsrat.de/dokumente/studien/studien/peer-review-report-nov-2009>.

4 Ibid, p. 21.

5 *Growth, Education, Unity. The coalition agreement between the CDU, CSU and FDP for the 17th legislative period*, p. 17, <www.cdu.de/en/doc/091215-koalitionsvertrag-2009-2013-englisch.pdf>.

6 Gouvernement fédéral, *Energy policy legislation*, (Berlin: 2010), <www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2010/10/2010-10-01-energiekonzept-bt.html>.

7 Ibid, <www.bundesregierung.de/Content/DE/Statistiken/Breg/Energiekonzept/energiekonzept-final.html>, p. 18.

8 Ibid.

9 Voir : Zeit Online, *Schon wieder Ärger mit dem Volk*, (2011), <www.zeit.de/2010/30/Atomusstieg>.

10 Tagesschau.de, *Solarförderung wird weiter gekürzt*, (2011), <www.tagesschau.de/inland/solaruerzung100.html>.

11 Energie und Klima-News, *Erneuerbare verbilligen den Strom*, (2011), <www.heise.de/tp/blogs/2/149246>.

12 Comité consultatif allemand pour l'environnement, *Wege zur 100 % erneuerbaren Stromversorgung Kurzfassung für Entscheidungsträger*, (2011), <www.umweltrat.de/SharedDocs/Downloads/DE/02_Sondergutachten/2011_Sondergutachten_100Prozent_Erneuerbare_KurzfassungEntscheid.pdf>.

13 Gouvernement fédéral, *Energiewende beschleunigen*, (2011), <www.bundesregierung.de/nn_1021804/Content/DE/Statistiken/Breg/Energiekonzept/07-energiewende-beschleunigen.html>.

la politique sociale en Allemagne a eu lieu suite à une décision de la Cour constitutionnelle fédérale de février 2010 qui a stipulé que les prestations d'aide sociale devaient être calculées « de façon transparente et prendre en compte les besoins réels, c'est-à-dire qu'elles soient adaptées à la réalité » et que « l'estimation des prestations doit être justifiée sur la base de données fiables et de méthodes de calcul convaincantes ». Cette décision a forcé les décideurs à revoir le système des prestations d'aide sociale¹⁴.

Une étude de Diakonie, l'organisme de soutien social de l'Église protestante, estime qu'il faut une augmentation de 10 à 30 % des prestations d'aide sociale pour se conformer aux dispositions de la Cour¹⁵.

Pourtant, en février 2011, une décision a été prise de n'augmenter les prestations que d'environ 1,5 %, avec une augmentation prévue de 1 % en 2012¹⁶.

Dans le même temps, le clivage entre riches et pauvres se creuse. Un rapport publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹⁷ établit que : « La distribution des salaires bruts s'est considérablement élargie après 1995 » et « le pourcentage de ménages sans emploi a augmenté,...., de 19 %, le plus haut niveau au sein de la zone OCDE ». Il ajoute que les transferts sociaux « sont moins orientés vers les groupes à faible revenu par rapport à d'autres pays ».

La durabilité dans la pratique : la politique de développement

Selon les chiffres publiés par l'OCDE début avril 2011, l'aide allemande au développement (APD) a légèrement augmenté en 2010, mais pas suffisamment pour s'aligner sur le programme de l'Union européenne qui souhaite l'augmenter à 0,56 % du produit intérieur brut (PIB). En 2010, le pays a dépensé 0,38 % de son PIB dans l'aide au développement, le

faisant stagner ainsi au même niveau qu'en 2008. Par ailleurs, en 2009 il est tombé à 0,35 %. En termes absolus, le pays est passé de la deuxième place en 2008, à la quatrième place sur la liste internationale des pays donateurs après les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, tandis que ses dépenses en APD de seulement 0,38 % du PIB, le classe 13ème parmi les 23 pays donateurs occidentaux¹⁸.

Le Gouvernement ne prévoit pas d'augmenter de manière considérable ses dépenses pour le développement. En fait, selon la planification financière à moyen terme, les dépenses pour l'APD seront réduites de plus d'un demi-milliard d'euros jusqu'en 2015¹⁹.

En outre, un changement de stratégie va changer la répartition des fonds et la coopération au développement bilatérale dépassera la coopération multilatérale. Il est également prévu de réduire le soutien budgétaire et le nombre de pays partenaires de 58 à 50. Cependant, le noyau de la restructuration politique conservatrice et libérale repose sur la création de nouveaux partenariats avec le secteur privé. À cette fin, le budget du ministère fédéral de la Coopération économique et du développement (BMZ, selon son sigle en allemand) destiné aux « associations pour le développement avec le secteur privé » a déjà augmenté de 25 % en 2010 atteignant un montant actuel de 60 millions d'EUR²⁰.

Il existe également en Allemagne un manque de financement dédié au changement climatique. Selon l'ONG Terre des Hommes et la Welthungerhilfe, l'Allemagne doit contribuer à environ 7,6 milliards d'EUR aux coûts d'atténuation du changement climatique et d'adaptation de l'hémisphère sud²¹. Cela signifierait trois fois plus de dépenses officielles pour la protection du climat mondial. En vue de la Conférence sur le climat à Copenhague, le Gouvernement s'est engagé à contribuer pour un montant de 420

millions d'EUR par an au financement rapide de l'UE pour le climat dans les pays en développement, pour un total de 2,4 milliards d'EUR par an entre 2010 et 2012. Selon les termes de l'accord de Copenhague, il s'agit d'un fonds « nouveau et supplémentaire ». Cependant, l'Allemagne n'a pas respecté cet accord et a seulement attribué 70 millions d'EUR de son budget 2010. Par ailleurs, l'article a été complètement éliminé du projet de budget pour 2011²².

La réticence à faire une contribution importante à la protection du climat se traduit par le refus du Gouvernement de contribuer à l'initiative Yasuni²³ en Équateur en 2010, qui vise à « laisser le pétrole dans le sol », c'est-à-dire, de ne pas exploiter les réserves de pétrole du Parc national Yasuni dans le bassin amazonien. L'Équateur demande en retour une compensation à la communauté internationale d'environ 1,5 milliard d'USD, équivalent à peu près à 50 % des recettes perdues pour avoir décidé de ne pas forer²⁴.

Perspectives

En raison de la crise financière et économique mondiale et en vue de la Conférence de Rio +20 en 2012, le débat sur le développement durable en Allemagne s'accélère. En novembre 2010, le Parlement a créé un comité pour étudier la croissance, le bien-être et la qualité de vie, comme voies d'accès à l'activité économique durable et au progrès social dans l'économie sociale de marché. Son but est « d'examiner le rôle de la croissance économique et de la société, d'élaborer une mesure intégrale pour le bien-être et le progrès et d'explorer les opportunités et les limites pour découpler la croissance, la consommation de ressources et le progrès technologique²⁵ ». Il reste à savoir si ce groupe d'experts pourra impulser de manière significative le progrès vers un développement plus durable qui se fait de plus en plus urgent. ■

14 Diakonie, *Sachgerechte Ermittlung des Existenzminimums*, p. 1, <www.diakonie-portal.de/presse/zum-herunterladen/Kurzuebersicht%20Diakonie-Studie.pdf/at_download/file>.

15 Ibid, p. 3

16 Gouvernement fédéral, *Bildungspaket für Kinder*, (2011), <www.bundesregierung.de/nn_774/Content/DE/Magazine/01MagazinSozialesFamilie/03/s-c-bildungspaket-fuer-kinder.html>.

17 OCDE, *Growing Unequal?*, (2008), <www.oecd.org/dataoecd/45/42/41527936.pdf>. OECD, *Country note Germany*, (2008), <www.oecd.org/dataoecd/45/27/41525386.pdf>.

18 Terre des hommes, *Trotz leichten Anstiegs verfehlt Deutschland erneut Entwicklungshilfeziel*, (2011), <www.tdh.de/content/presse/pressemitteilungen/detail.htm?&view=detail&id=343&year=2011>.

19 Ministère des Finances, *Eckwertebeschluss zum Regierungsentwurf des Bundeshaushalts 2012 und zum Finanzplan 2011 bis 2015*, (2011), <www.bundesfinanzministerium.de/nn_124500/DE/Wirtschaft_und_Verwaltung/Finanz_und_Wirtschaftspolitik/Bundeshaushalt/Bundeshaushalt_2012/16032011-Eckwertebeschluss_templateId=raw.property=publicationFile.pdf>.

20 Terre des hommes, *welt hunger hilfe, The Reality of Development Aid*, (2010), p. 6, <www.tdh.de/content/materialien/download/download_wrapper.php?id=319>.

21 Ibid, (2009), p. 34, <www.tdh.de/content/materialien/download/download_wrapper.php?id=305>.

22 Ibid, 2010, p. 23

23 Gouvernement fédéral, *Regierungspressekonferenz vom 17 September*, (2010), <www.bundesregierung.de/nn_774/Content/DE/Mitschrift/Pressekonferenzen/2010/09/2010-09-17-regpk.html>, cf. <www.klimaretter.info/umwelt/hintergrund/6848-deutschland-kein-geld-fuer-yasuni>.

24 Voir : *Amerika 21*, (août 2010), <amerika21.de/meldung/2010/08/7430/itt-yasuni-vertrag>.

25 Deutscher Bundestag, *Enquete-Kommission „Wachstum, Wohlstand, Lebensqualität - Wege zu nachhaltigem Wirtschaften und gesellschaftlichem Fortschritt in der Sozialen Marktwirtschaft“*, (2011), <www.bundestag.de/bundestag/ausschuesse17/gremien/enquete/wachstum/index.jsp>.